

VF  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU COMITE  
SYNDICAL DU 30 SEPTEMBRE 2019**

DELEGUES :	
Nombre	
Quorum	
Présents	
Pouvoirs	
Votants	
Abstentions	
Suffrages exprimés	
Majorité requise	
Pour	
Contre	

Envoyé en préfecture le 08/10/2019

Reçu en préfecture le 08/10/2019  
Affiché le 08/10/2019  
ID : 007-250700267-20190930-2019CS090036-DE

**OBJET : 1.2 Rapport d'activités 2018**

L'an deux mille dix-neuf, le trente du mois de septembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / Mme FERRIER Dominique (Banne) / MM MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / FAUGIER Christian (Chandolas) / Mme MOUTERDE Hélène et MM SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM PASCAL Jean (Faugères) / PONTHER Jean-Yves (Labégude) / ORIVES Éric (Lalevade d'Ard) / LACROIX Bernard (Largentières) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BRUN Marc (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St And de Vals) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-B) / GRASSET Guillaume (Vinezac) /	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. CIVIER Stéphane (Aubenas) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / DIVOL Max / Mme MAIRESSE Nadine et M BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc). <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> MM. FALLOT Joseph et BACCONNIER Jean-Claude <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> MM LACROTTE Robert et CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas) / BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u></b> M. DURIEU Jean-Marie
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> M. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) à M DEVANCIARD Gilles M. CLADT Bernard (Labégude) à M. PONTHER Jean-Yves M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. PASCAL Jean	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) à M. FAUGIER Christian <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> M. AUDIGIER Christian à M. FALLOT Joseph M MAUDUIT Jean-Yvon à M BACCONNIER Jean-Claude
---	---

Titulaires excusés :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> MM BALMELLE Robert (Berrias-Casteljaou) / ELADIE Farid (Grosbrières) / RISSE Michel (Malbosco) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzrières) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains.)	<b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> Mme CHASTAGNIER Geneviève (CDC Pays Beaume-Drobie) M GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) MM BALMELLE Robert et GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) M MAUDUIT Jean-Yvon (CDC Gorges de l'Ardèche)
--	---

Titulaires absents :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM GIRAUD Jacky (Chazeaux) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ard.) / Mme AMET Maryse (Largentières) / MM VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / CAMPO Hervé (Rocles) / ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / MM BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / Mme MESSAOUDI Simone et MM PERBOST Serge (Ruoms) / AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / MM PERRIER Bernard (Uzer) / VEYRENC Éric (Vernon) / MANENT Pierre (Vinezac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> MM. CHAULET Edouard / UGHETTO René / MARRON Jacques.
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM ESPERANDIEU Jean-Claude (St André de Cruzrières) / FARGIER Gérard (St Pierre de Colombier) / BOYER Joël (UCEL) / ARCHIMBAUD Patrick (Vals les Bains)	<b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> M AUDIBERT François (CDC Pays Beaume-Drobie)
---	--

Le secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE.

## **OBJET : . 1.2 Rapport d'activités 2018**

Envoyé en préfecture le 08/10/2019

Reçu en préfecture le 08/10/2019

Affiché le



ID : 007-250700267-20190930-2019CS090036-DE

L'article L.5211-39 du C.G.C.T. stipule que « le président de l'établissement adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication du maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. Les délégués de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement de coopération intercommunale ».

Dans l'esprit de ces textes, le rapport annuel du président a été établi. Ce rapport a fait l'objet d'une présentation en cours de séance et d'un envoi à tous les délégués, ainsi qu'aux collectivités adhérentes.

Il a en outre été présenté en commission consultative plénière « travaux » et « finances », en commission consultative des services publics locaux, ainsi qu'au conseil d'exploitation des régies.

Le comité syndical est appelé à prendre acte de la présentation du rapport annuel 2018, joint en annexe de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le comité syndical **PREND ACTE** de la présentation du rapport annuel à l'unanimité des membres présents ou représentés.

**POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL



# Rapport Annuel 2018

Service public de l'eau

Envoyé en préfecture le 08/10/2019  
Reçu en préfecture le 08/10/2019  
Affiché le  
ID : 007-250700267-20190930-2019CS090036-DE

Berger  
Levisait



**L'eau, un besoin vital, un bien commun, une passion partagée !**







## SOMMAIRE

---

- Avant-propos par J.PASCAL, président du SEBA et G.DEVANCHIARD, président du conseil d'exploitation des régies p.2
- L'année 2018 en quelques chiffres p.4
- L'eau, au cœur de la collectivité p.6
- Une politique d'investissement et d'exploitation des services publics p.10
- Un service public de qualité p.18
- Une communication 3.0 p.32
- Le SEBA, un acteur de développement du territoire p.40
- Recettes & Dépenses principales p.46

*2018 : une année à enjeux pour les élus et les agents du Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, le SEBA. Une année passionnante à bien des égards faite d'adaptation permanente, d'incertitudes à anticiper, de challenges à relever et surtout de missions globales à mettre en œuvre.*

*2018 marque en effet une année charnière pour le service public de l'eau en Sud-Ardèche. Par une décision politique solennelle du 4 juillet 2016, l'assemblée des élus du SEBA, établissement public à caractère industriel et commercial, a décidé de la mise en régie des services – soit une gestion directe de l'ensemble des infrastructures et des projets de développement – dont elle a la responsabilité, ce à compter du 1er janvier 2018.*

*Le rapport annuel du service que vous avez entre les mains est donc le tout premier de cette nouvelle ère du service public de l'eau en Sud-Ardèche. Quelle est donc la réalité de ce service ?*

*Au fil des pages, vous constaterez que ce service public est d'abord un service rural qui ambitionne de répondre aux exigences tant qualitatives que quantitatives de notre société contemporaine, à l'instar de services plus urbains.*

*Ainsi, près de 24.000 logements ou locaux professionnels sont abonnés en eau potable. 50 % d'entre eux sont aussi raccordés à un système d'assainissement collectif. Mais ces chiffres ne comprennent pas les dizaines de milliers de personnes qui ignorent bien souvent que le SEBA les alimente de manière indirecte via des collectivités dotées de services autonomes.*

*Nous évoquons ici plus précisément le service production qui fournit de l'eau aux 44 communes du service distribution bien entendu mais aussi aux usagers des services d'Aubenas, Vallon-Pont-d'Arc, Joyeuse, Chirols, Fons et des syndicats intercommunaux St Etienne/St Sernin, Olivier de Serres et du territoire environnant de Barjac.*

*Ce qui distingue véritablement le SEBA de services urbains homogènes, c'est le poids des infrastructures : plus de 1.300 km cumulés de tuyaux de transport, de distribution et de collecte ; une vingtaine de sites de production d'eau potable et une*

*trentaine de stations de traitement d'eaux usées ; sans négliger près de 150 réservoirs de stockage et des centaines d'équipements spécialisés répartis sur près du tiers du territoire départemental.*

*La mise en œuvre fonctionnelle de tout ce patrimoine actif, gérant de la matière vivante, nécessite connaissances, compétences et équipes dédiées. Les élus de l'exécutif sont là pour donner le ton ; le comité de direction met en harmonie ; les techniciens et agents exécutent une œuvre qui doit aboutir à la plénitude du service public. Au moment où s'écrivent ces lignes, le SEBA compte près de 70 agents qui œuvrent au quotidien dans la proximité avec l'efficacité pour mot d'ordre. Et, n'en doutez pas, la motivation d'un service public réussi leur est chevillée au corps ! Nous ne pouvons que nous en féliciter.*

*Pour autant, le SEBA n'oublie pas deux autres dimensions sociétales : la protection de l'environnement et le développement économique du territoire. Par son implication dans la Commission Locale de l'Eau (CLE), porteuse du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE), par sa contribution sur le débat relatif à la gestion des barrages hydroélectriques des bassins Loire et Chassezac, par ses engagements propres de réduction des prélèvements dans les zones de répartition des eaux (ZRE) et par sa politique de renouvellement afin d'améliorer son rendement de réseau, lequel atteint 79.3 % en 2018, le SEBA contribue à la préservation de l'environnement au quotidien.*

*Par sa capacité à répondre aux choix d'évolution urbanistique des territoires et par sa commande publique notamment, il n'oublie pas qu'il est aussi un véritable contributeur au développement économique du territoire. Ainsi, avec plus de 10 M€ d'achat par an, essentiellement régional, il permet la création ou le maintien de plus de 50 emplois induits au-delà de ses propres effectifs qui, eux aussi, vivent sur l'espace sud-ardéchois.*

*Telles sont les réalités du SEBA que nous souhaitons mettre en exergue à l'occasion de ce premier rapport annuel de la nouvelle ère de gestion du service public de l'eau en Sud-Ardèche.*





**Mr Gilles DEVANCIARD**  
Président du conseil d'exploitation  
1er Vice-président délégué aux finances

**Mr Jean PASCAL**  
Président du SEBA



# L'année 2018

## en quelques chiffres

En juillet 2016, le SEBA a décidé de mettre en place deux régies publiques pour l'exploitation de ses services à compter du 1er janvier 2018. La collectivité prend un nouvel essor en 2018. Le SEBA représente aujourd'hui 86 communes, 4 communautés de communes et 3 syndicats avec une adhésion « à la carte » : SEBA Eau - Production et distribution à l'usager ; Eau potable - Production et fourniture en gros ; Assainissement collectif ; Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC).

Retour en chiffres sur les différentes compétences des services :

**1 105**  
km

de conduites - eau potable  
(réseau ossature et de distribution)

**214**  
km

de conduites - assainissement

**20**

sites de production

d'eau potable

**28**

stations de traitement

d'eaux usées

**5**

millions de m<sup>3</sup>

produits

**250**

tonnes

de matières sèches évacuées

**98**  
%

de conformité bactériologique  
sur le réseau de distribution

**100**  
%

de conformité des équipements  
d'épuration

**3.24**  
€ TTC/m<sup>3</sup>

Prix TTC m<sup>3</sup> au 01/01/18  
Eau potable

**2.70**  
€ TTC/m<sup>3</sup>

Prix TTC m<sup>3</sup> au 01/01/18  
Assainissement collectif

**23 911**  
abonnés

au service eau potable

**12 187**  
abonnés

au service assainissement collectif

**16 732**  
habitants

desservis par le service  
d'assainissement non collectif

**11 000**  
installations

d'assainissement non collectif

# L'eau, au cœur de la collectivité

Fort de cette nouvelle gestion, le SEBA emploie **65 salariés** dans divers domaines : bureau d'études, SPANC, chargées relations usagers, agents techniques répartis sur trois antennes (nord-centre-sud), services administratifs et financiers ...etc.

Aux cotés des services, les représentants des collectivités adhérentes adoptent des décisions et, de ce fait, orientent la collectivité dans une politique d'investissements et de choix stratégiques.

Chaque commune ou EPCI est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction de la compétence transférée au SEBA. En 2018, **81 élus** locaux disposaient d'une voix délibérative.

98

délibérations prises  
à l'issue des bureaux  
syndicaux

45

délibérations prises  
à l'issue des comités  
syndicaux

## Composition et délégations du bureau syndical

**J. PASCAL** - Président du SEBA

**G. DEVANCIARD** - 1er Vice-président; président du conseil d'exploitation; délégué aux finances

**P. SAUBIN** - 2ème Vice-président; délégué au SPANC

**J. CHARRIERE** - 3ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**JC. BACCONNIER** - 4ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**A. RAMANMALI** - 5ème Vice-président; délégué à l'exploitation en régies

**JM. GARRIDO** - 6ème Vice-président; délégué à la programmation des investissements et le suivi travaux

**P. MERINE** - 7ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**C. FAUGIER** - 8ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**G. CHASTAGNIER** - 9ème Vice-présidente; déléguée à l'exploitation en prestation de service

**S. CIVIER** - 10ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**J. FALLOT** - 11ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**P. FLAMBEAUX** - 12ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**M. DIVOL** - 13ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

**JF. CUTTIER** - 14ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire

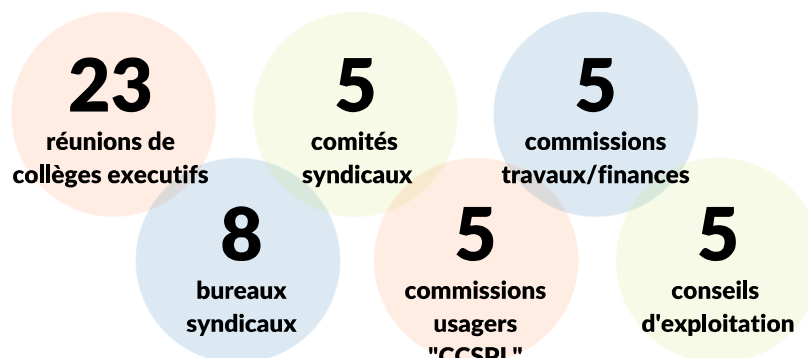
**JL. VIELLARD** - 15ème Vice-président; délégué à l'animation d'un territoire





Le Président, le collège exécutif et la direction du syndicat des eaux

## Assemblées délibérantes et consultatives



## Nouveaux règlements des services publics

En juillet 2018, le comité syndical a adopté la nouvelle version des règlements de services du SEBA.

Suite à la mise en place des régies, il convenait d'adapter les règlements en prenant en compte les évolutions législatives ou réglementaires, les droits et obligations du service public et de l'utilisateur. Cette nouvelle édition a principalement touché aux droits d'accès aux données personnelles, mais également des éclaircissements, voire des modifications, au niveau technique.

Conformément à la réglementation, les documents ont été envoyés, par courrier, à tous les usagers des services publics, en octobre 2018.

# Une équipe participative

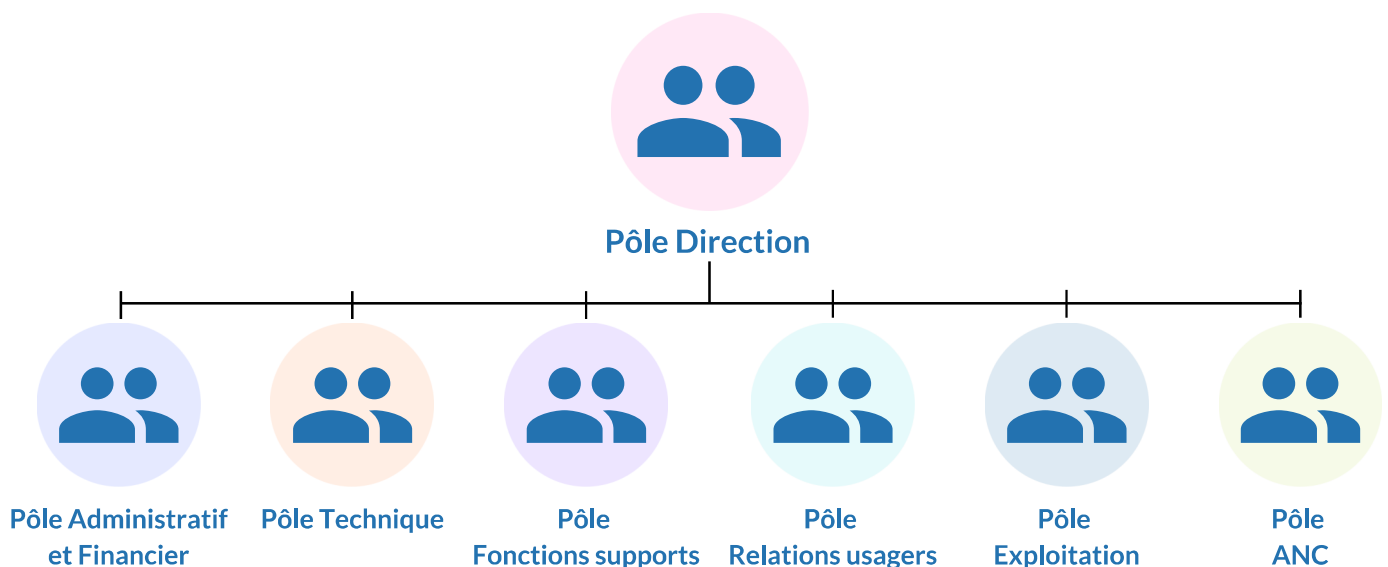
Au 1er janvier 2018, ce sont 39 salariés de droit privé qui ont rejoint la collectivité, complétant ainsi l'équipe déjà en place (20 fonctionnaires territoriaux). Le SEBA a dû établir une organisation par service et par compétence.

## SEBA exploitation, c'est parti !

Avec 44 communes adhérentes à la compétence "Production et Distribution d'eau potable", cette année est marquée par d'importants changements dans l'organisation du syndicat.

La nouvelle organisation des services s'est construite autour d'objectifs :

- Une organisation fonctionnelle associant les aspects techniques et administratifs
- Une organisation décentralisée
- Une proximité renforcée avec les usagers







## L'accent sur les formations

En 2018, la collectivité a mis l'accent sur les formations des agents. Cette volonté de la collectivité s'explique par l'activité professionnelle particulière des agents (travail en sécurité, normes, ...), d'une part, mais également par l'intégration de nouveaux outils (logiciel de facturation, gestion des stocks...), d'autre part.

**60 agents différents ont été formés pour 252 jours-stagiaires en 2018.**

Par ces formations, le SEBA se mobilise pour "un travail en toute sécurité". Cette démarche passe également par du matériel et des vêtements conformes aux exigences de sécurité.



# Une politique d'exploitation & d'investissement des services publics



# L'exploitation du patrimoine

Le SEBA compte aujourd'hui 1 105 km de conduites en eau potable, dont 91 km uniquement pour le réseau ossature dit "Pont de Veyrières/Gerbial", et 214 km de conduites d'assainissement collectif. Ces kilomètres de réseaux s'étendent de St Pierre de Colombier à St André de Cruzières.

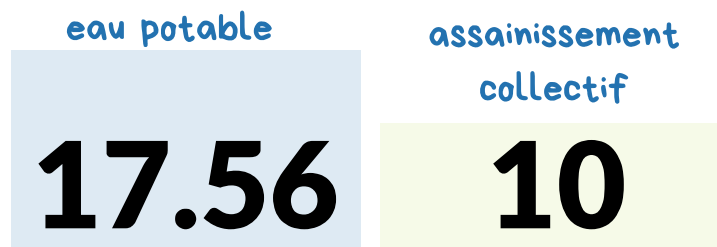
Ce territoire rural mobilise une coordination toute particulière entre les services d'exploitation, de maintenance et de relations usagers. En 2018, la gestion directe a permis de s'approprier les installations et les réseaux, permettant ainsi une meilleure connaissance du patrimoine, tant sur le plan de l'investissement que sur celui du fonctionnement.

## Le rendement du réseau

La collectivité attache une réelle importance au rendement de réseau. En 2018, celui-ci atteignait **79.3%**. Le rendement permet d'apprécier la qualité du réseau, son bon fonctionnement et l'efficacité de la distribution. Il reflète également la perte d'eau liée aux fuites ou aux casses. La collectivité entend améliorer sensiblement le taux de rendement dans les années à venir.

C'est pourquoi le SEBA a choisi, à travers des choix stratégiques, une série de mesures relatives à l'amélioration des performances des réseaux et la réduction des pertes en eau :

- Un programme accéléré de réhabilitation et de renouvellement des réseaux,
- Une mise en conformité des branchements,
- Un contrôle permanent des réseaux (diagnostics, recherches de fuites, ...etc) à travers , en particulier, la création d'un poste de "réfèrent hydraulique".



**Km de réseaux renouvelés au cours des 5 dernières années**

**Prévisions entre 2019 et 2021 : 40 kms pour l'eau potable et 20 kms pour l'assainissement**





## Le renouvellement des équipements

A travers ses programmes d'investissement, le SEBA s'engage dans une dynamique de performance et de gestion du patrimoine. Ces choix stratégiques renforcent la connaissance des réseaux et de leur état actuel.

L'année 2018 a été largement consacrée à la mise en place des besoins matériels nécessaires aux équipes d'exploitation. Le SEBA s'est donc concentré sur la mise en place des régies et, de ce fait, peu de travaux ont été engagés.

Les prévisions du programme pluriannuel d'investissement pour la période 2019-2024 démontrent un net rebond à venir des opérations structurantes.

# Les programmes d'investissement

Le SEBA, soucieux de la bonne qualité des services publics, a choisi de mettre en place des programmes ambitieux sur son territoire. Au delà de ces programmes, c'est tout un investissement qui, par la suite, aura un impact plus que positif sur le service public et au bénéfice des usagers.

**3.4 millions d'€**

en eau potable

**1.9 million d'€**

en assainissement collectif

**5.3 millions d'€**

au total en 2018

## Des travaux sur le réseau d'eau potable ...

En parallèle de la mise en place de la régie, le SEBA a engagé plusieurs opérations à hauteur de 3.4 millions d'€uros. Notons en particulier les travaux sur l'île de Vernon à Joyeuse, le renouvellement du réseau eau potable et la mise en conformité des branchements sur les communes de Labégude, de Vals Les Bains et de Banne.

En comparaison avec 2017 (près de 9.4 millions d'€ d'investissement), le SEBA a peu investi, une baisse due à la nouvelle organisation de la collectivité mais qui ne devrait pas durer, le programme pluriannuel d'investissements repartant fortement à la hausse dès 2019.

## ... et sur le réseau d'assainissement collectif

De même que pour le réseau d'eau potable, les investissements dans le domaine de l'assainissement collectif ont très fortement baissé (9.4 millions d'€ en 2017) mais redémarreront en 2019. Notons l'extension du réseau d'assainissement collectif sur la commune de Beaulieu et à Banne, la lutte contre les eaux parasites sur la commune de St Privat, et la dernière tranche des travaux de réhabilitation de la station d'épuration de Ruoms, avec, notamment, l'abandon de la station de Labeaume.



## L'optimisation du service public

Lors des comités syndicaux, les délégués des communes ont pris part aux votes d'engagements financiers et, notamment d'un très important programme de renouvellement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif.

L'optimisation des réseaux repose sur la mise en place de programmes à plus long terme, basée sur des schémas directeurs. En déployant ces programmes, le SEBA engagera chaque année près de 2.3 millions d'€ par an pour le renouvellement de réseau "eau potable" et 1 million d'€ par an pour le réseau "assainissement collectif".



# Trophée de la commande publique

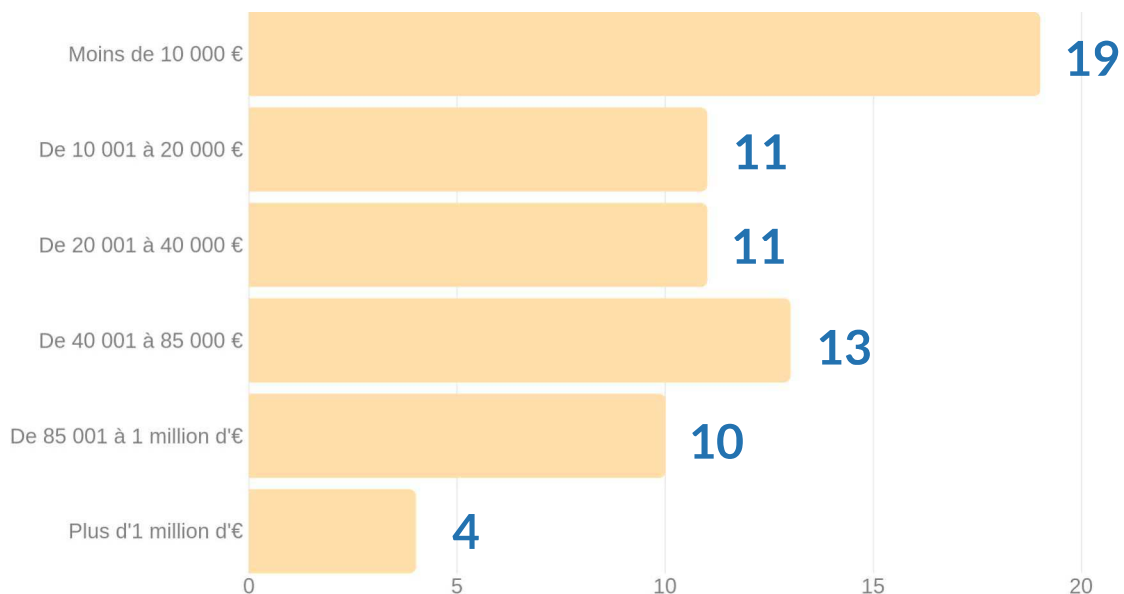
Chaque année, le groupe « achatpublic » met en valeur des entités publiques aux projets innovants, distinguées lors du congrès des maires. Jeudi 22 novembre 2018, **Mr Devancierd et Mr Garrido**, vice-présidents du SEBA ont eu le plaisir de recevoir des mains de la Secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire, **Mme Brune POIRSON**, le Trophée national de la commande publique, catégorie performance/collectivités locales.

Le SEBA a présenté un dispositif de rémunération avec bonus-malus dans les marchés de prestations de service pour l'exploitation de ses systèmes de production d'eau et d'une station d'épuration ; ce dispositif fournit des engagements de performance à la charge des entreprises. Une démarche innovante et audacieuse, selon le jury, pour une structure ne comptant qu'un seul agent dédié à la commande publique !

## La commande publique en première ligne

L'année 2018 a été particulièrement articulée par la commande publique. Les besoins et les acquisitions générés par les régies d'exploitation ont suscité près de **68 marchés publics pour un montant de 9.61 millions d'€, environ**.

## Répartition des marchés publics par tranche en 2018 (en €HT)



L'apport du SEBA à l'économie locale (dans un rayon de 100 kms autour de Largentière) s'est élevé à 5 millions d'€ HT en 2018, sommes versées aux fournisseurs de proximité. A ce montant, il convient d'ajouter les 2 millions d'€ de salaires qui sont réinjectés en grande partie dans l'économie locale.



M. Devanciard et M. Garrido recevant le Trophée de la main de la Secrétaire d'Etat, le 22/11/2018 à Paris - Crédit photo : Delphine Herriau

## La dématérialisation des marchés publics

Depuis octobre 2018, la dématérialisation des marchés publics, dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 25 000 €HT, est devenue obligatoire. La mise en place de cette procédure constitue une évolution numérique et une simplification des démarches.

La dématérialisation améliore également la performance de l'achat et renforce la transparence des marchés publics.

Aujourd'hui, le SEBA applique cette démarche d'évolution numérique pour laquelle il possédait déjà une bonne pratique.

# Un service public de qualité





# Les ressources en eau

Le SEBA compte aujourd'hui 20 sites de production en eau potable, dont 18 sources à travers son territoire. De ce fait, la protection de la ressource en eau est une priorité pour la collectivité. Elle oblige également à délimiter des périmètres réglementaires autour des captages. Ce périmètre prévient contre les risques de pollution sur le point de prélèvement.

## Une collaboration avec les services de l'Etat

En collaboration avec l'Agence Régionale de Santé, le syndicat entame des procédures par le biais de délibérations, d'enquêtes publiques, d'arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique...etc.

En 2018, l'engagement du SEBA en matière foncière a permis :



## Indice de protection de la ressource en eau

Les actions de protection des captages ont permis d'augmenter le taux général d'indice de protection de la ressource en eau, évoluant de **57.2% en 2017** à **60.73% en 2018**. La préservation des lieux de captage assure également la maîtrise des volumes prélevés et les coûts liés à la potabilisation de l'eau.

## Production des ressources

En 2018, les ressources souterraines ont produit suffisamment d'eau pour alimenter une partie du territoire du SEBA. Avec **près de 1.12 million de m3 de volume prélevé**, celles-ci apportent 1/4 des ressources globales du syndicat, une légère hausse (+4.92% par rapport à 2017).



## Pont de Veyrières et Gerbail

**Avec plus de 3.84 millions de m<sup>3</sup>**, les deux ressources principales enregistrent une augmentation de volume prélevé (3.61 millions de m<sup>3</sup> en 2017) et, a contrario, une légère baisse du volume produit (3.49 millions de m<sup>3</sup> en 2018 contre 3.61 millions en 2017).

Les missions d'exploitation de ces équipements ont été confiées à l'entreprise SAUR en marché de prestations de service pour une durée de 4 ans. Celle-ci assure l'entretien général et le bon fonctionnement de l'ensemble des ouvrages et équipements, 24h/24.



# Une eau de qualité

Bien commun de tous, l'eau fait l'objet de contrôles sanitaires permanents à travers le territoire du SEBA. Afin de garantir la sécurité sanitaire, le suivi est assuré à la fois par les services de l'Agence Régionale de la Santé (ARS), au nom de l'Etat, et les services d'exploitation du syndicat, au titre de la collectivité gestionnaire.

Dans le cadre des contrôles sanitaires, l'ARS réalise des prélèvements et des analyses d'eau sur différents points de distribution. La résultante de ces opérations est communiquée aux services d'exploitation de la collectivité qui apportent les correctifs nécessaires, le cas échéant.

**100**

% de conformité  
microbiologique

**92.9**

% de conformité  
physico-chimique

Production et fourniture en gros

**98**

% de conformité  
microbiologique

**99.6%**

% de conformité  
physico-chimique

Production et distribution aux usagers

## Les contrôles internes

En complément de l'ARS, le SEBA effectue des contrôles sur des points de distribution. Ces opérations veillent à la bonne qualité de l'eau en continu. A la lecture des résultats, les services d'exploitation de la collectivité peuvent mener des actions ciblées sur le réseau de distribution.

## Les bilans ARS sur la qualité de l'eau

Chaque année, le SEBA met à disposition les bilans annuels ARS sur la qualité de l'eau. Ils sont disponibles dans l'espace « portail abonnés » ([www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr) > Portail Abonnés > Documents téléchargeables) et sur le site du gouvernement : [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr).



## La supervision de l'eau

Aujourd'hui, le SEBA est doté de capteurs et d'un logiciel de supervision permettant le contrôle permanent et le diagnostic des équipements (environ 410 équipements de terrain).

Grâce à cette application, les techniciens en charge de la télésurveillance et de la supervision peuvent :


- Alerter sur les défaillances des équipements
- Mesurer les niveaux des réservoirs, le débit de distribution et la qualité de l'eau
- Comptabiliser les volumes de production et de traitement des eaux usées.

Cette automatisation permet également l'acquisition et le traitement des données pour une amélioration permanente du réseau.

# De l'eau potable à l'assainissement

En 2018, le SEBA comptait 28 stations de traitement des eaux usées, dont 2 ouvrages de capacité supérieure à 15 000 équivalents habitants (St Privat & Ruoms). Avec un indice de **100 %** de conformité des équipements d'épuration et de performances des ouvrages, la collectivité met un point d'honneur à respecter les mesures réglementaires et nécessaires dans la protection de l'environnement.

Outre les obligations du service public, à savoir collecter, transporter, dépolluer les eaux usées et éliminer les boues produites, le SEBA a réalisé des actions préventives sur le réseau d'assainissement à titre de curage, soit **30 interventions de curage** pour l'année 2018.



**685**  
kg

de matières sèches collectées et  
admises par une filière conforme par  
jour (en moyenne en 2018)

## Les déversements des effluents industriels

La collectivité a souhaité sensibiliser les industriels aux retraitements des eaux usées non domestiques. **6 industriels** ont été conventionnés, autorisant ainsi le déversement de leurs eaux usées dans le système collectif. La convention définit les modalités juridiques, financières et techniques du déversement industriel.

La collaboration entre les industriels et le service public a permis de sensibiliser et d'apporter une gestion positive des effluents industriels et de sensibiliser les professionnels au respect de l'environnement.





## L'assainissement individuel

En parallèle du réseau collectif, le service public d'assainissement non collectif (**SPANC**) contrôle les assainissements autonomes quand l'utilisateur ne peut se raccorder sur la collecte publique. En 2018, les installations individuelles s'élevaient à environ **11 000 équipements** pour un nombre d'habitants estimés de **16 732 usagers**.

Le SPANC a réalisé en 2018 :

**314**

rapports de visite  
conception

**218**

rapports de visite  
réalisation

**433**

contrôles de bon  
fonctionnement

Cette année est marquée par une baisse de dossiers déposés en raison de l'arrêt des aides de l'Agence de l'Eau, essentiellement (327 rapports de visite en 2017).

A contrario, les contrôles de réalisation sont en nette hausse, suite à une campagne de relances au cours de l'année 2018 et le nombre important de réhabilitations subventionnées (181 en 2017). Par voie d'entente intercommunale, le SPANC du SEBA est aussi intervenu pour le compte de la communauté de communes du Pays des Vans en Cévennes et la commune de St Sauveur de Cruzières.

# Les branchements & les raccordements

Entouré d'une équipe de 6 agents "travaux", le service "branchements neufs" traite les demandes de raccordement à l'eau potable et à l'assainissement collectif, le cas échéant, ainsi que les demandes de mise en conformité à titre individuel ou de modification de branchement.

Le premier semestre 2018 a été rythmé par la mise en place du service (logiciel de facturation) et la transition entre l'ancien fermier et la nouvelle régie. A l'été 2018, les élus du syndicat ont créé une équipe "travaux branchements neufs", équipe consacrée uniquement aux demandes de raccordement.



Il est à noter que les demandes de devis ont été comptabilisées le premier jour du dépôt, ce qui entraîne un léger décalage avec les branchements réalisés en 2018. Les chiffres se rééquilibreront en 2019.

## Les contrôles de raccordement au réseau d'assainissement collectif

De part ses compétences en assainissement collectif, le SEBA doit s'assurer que les usagers soient bien raccordés au réseau et en conformité. La réalisation des contrôles permet essentiellement de lutter contre les eaux parasites. En 2018, les contrôles de raccordement se sont élevés à **152 interventions** sur les 38 communes adhérentes à la compétence "assainissement collectif".





## Les participations pour frais de branchement (PFB) et pour financement d'assainissement collectif (PFAC)

La **PFB** est une contribution des usagers aux dépenses engagées par la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement pour la réalisation des branchements individuels, lors d'une extension de réseau. Elle s'applique à la date de mise en service du réseau public.

La **PFAC** est une participation financière des usagers au développement, à la réalisation et à l'entretien des ouvrages d'assainissement collectif (les usagers n'ont donc pas d'installation d'assainissement individuel à créer et à entretenir). Elle contribue également à la protection de l'environnement et de la ressource en eau.

Ces participations s'élèvent à **182 891€** au total pour 2018.

Il est à noter que les participations financières sont variables selon le branchement et l'habitat : soit une construction déjà existante, soit une construction neuve.



# La gestion du patrimoine

La gestion du patrimoine passe obligatoirement par une bonne connaissance des ouvrages. Aujourd'hui, le SEBA coordonne les travaux d'entretien, de réparation, voire de renouvellement. Ces missions sont réparties entre les agents d'exploitation et le service de maintenance.

Dans ce cadre là, les services de la collectivité rassemblent les informations nécessaires et planifient des programmes d'entretien. Le suivi de l'état du patrimoine constitue un atout essentiel pour la qualité des services publics et la performance des ouvrages.

En 2018, le syndicat a, dans un premier temps, inventorié le patrimoine et identifié les travaux d'urgence. Indispensables à la bonne gestion des ouvrages, ces informations sont le socle de la maîtrise technique et financière.

**91**

km

de conduites eau potable  
réseau ossature

**1 014**

km

de conduites  
eau potable

**214**

km

de conduites  
assainissement collectif

**20**

sites de production

**144**

réservoirs

**28**

stations de traitement  
des eaux usées

**1.81**

million

de kwh consommés

**362**

compteurs renouvelés

**1 350**

interventions sur  
les équipements du SEBA



## Indice de connaissance et gestion patrimoniale des réseaux

Donnée nationale, cet indicateur permet d'évaluer les connaissances patrimoniales pour chaque compétence de la collectivité. Outre les informations techniques, il répertorie également la méthode de gestion, à savoir : mise en place d'un programme, existence de procédures....etc.

En 2018, les indices s'élèvent à :

- **100 points** pour la compétence "Production et fourniture en gros"
- **118 points** pour la compétence "Production et distribution à l'usager"
- **93 points** pour la compétence "Assainissement collectif"

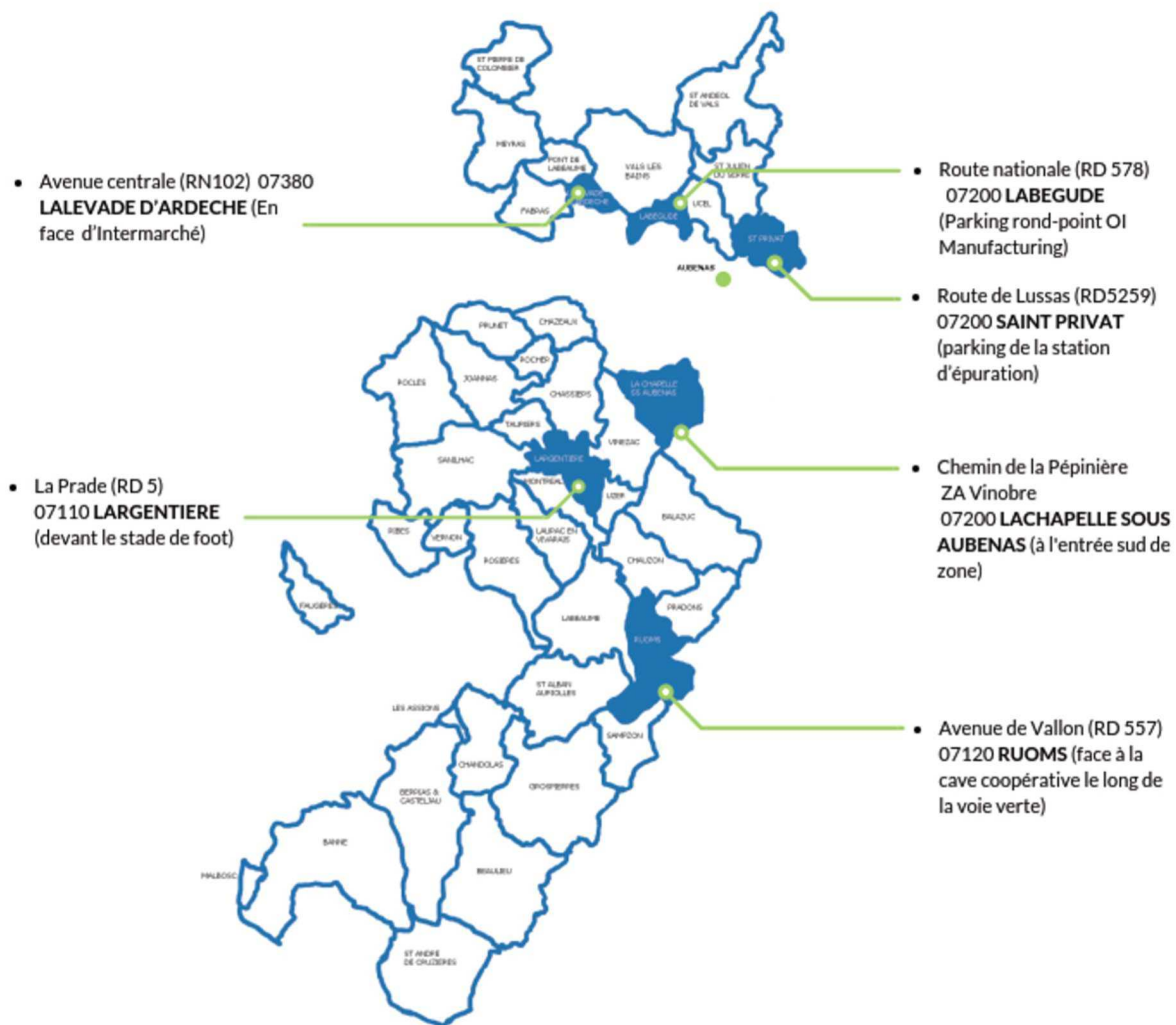
sur une échelle de 0 à 120 points.

Fin 2018, le SEBA a souhaité améliorer la gestion patrimoniale en intégrant un logiciel de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) au sein des services. La mise en place de ce logiciel facilite le suivi des opérations sur les ouvrages et notamment une traçabilité des interventions et le plan de renouvellement.

# De l'eau à la carte

Installées en 2018, les bornes de puisage permettent d'offrir une livraison rapide et sécurisée autorisant ainsi le prélèvement d'eau à débit élevé en différents points de son territoire. La mise en place définitive a été faite en 2019.

**6 bornes** de puisage ont ainsi été installées sur le territoire du SEBA, en bordure de voie publique et accessibles après signature d'un contrat.



## Préservation du réseau de défense incendie

Ces bornes de puisage viennent se substituer à certains usages non autorisés des poteaux incendie, exclusivement réservés à la défense incendie, sur lesquels il est strictement interdit de prélever de l'eau pour d'autres besoins que celle-ci.





## Le contrôle des hydrants

Le contrôle des hydrants relève de la compétence du Maire (police administrative spéciale). Il permet de s'assurer que le Service Départemental d'Incendie et de Secours dispose d'équipements conformes aux prescriptions du règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (selon l'arrêté préfectoral n°07-2017-02-21-002 du 21 février 2017), de l'arrêté communal de DECI et, le cas échéant, du schéma communal de DECI, conformément à la réglementation en vigueur.

En 2018, **22 communes** ont signé une convention avec le SEBA et, de ce fait, **84 hydrants** ont été contrôlés, à savoir :

- Réaliser une mesure de débits (débit à 1 bar et débit maximum) et de pressions (pression statique, pressions à 30m<sup>3</sup>/h et 60 m<sup>3</sup>/h)
- Vérification fonctionnelle des équipements : accès, signalisation, risque de choc, présence de capot, présence de bouchons, manœuvrabilité, étanchéité et état du système de vidange.

# Une communication 3.0





# Au service des abonnés

Avec la reprise des compétences au 1er janvier 2018 jusqu'alors confiée à une société privée, le SEBA a su faire face aux inquiétudes des abonnés. En effet, les abonnés ont vu leur interlocuteur modifié, générant une affluence d'appels et de rendez-vous physiques au siège de la collectivité, à Largentière.

Cette proximité que le SEBA a souhaité développer s'est articulée autour :

- d'horaires d'ouverture accessibles (9h-12h30 & 13h30-17h) et une large amplitude le mardi (8h-18h30, en continu) afin de permettre aux personnes qui travaillent en journée de pouvoir accéder au service
- d'un service "relations usagers" composé de 6 agents
- d'un service "branchements" composé de 2 agents
- d'un service "assainissement non collectif" composé de 5 agents
- de la mise en place de permanences en mairie par territoire lors des périodes de facturation.

## Faits marquants

Le premier trimestre 2018 a été marqué par la reprise des données usagers, un traitement fastidieux de mise en cohérence et de complétude. Ce fut également la période de formation sur le nouveau logiciel de facturation et de relève des compteurs.

Le syndicat a, par ailleurs, lancé une campagne de prélèvement automatique auprès des abonnés. Près de 24 000 mandats SEPA ont été envoyés pour un retour satisfaisant. Environ 7 000 coordonnées bancaires ont ainsi été saisies dans la base de données en un mois.

## Un maintien du service 24h/24

Hors période d'ouverture de la collectivité, le service public est assuré par une astreinte. Ce service d'astreinte est dédié aux interventions d'urgences techniques qui ne peuvent attendre. Les informations liées aux contrats sont prises en compte lors des ouvertures du service relations usagers.

## Un numéro unique

Il est mis à disposition des usagers un numéro unique de contact, accessible à tous moments. En dehors des horaires d'ouverture, ce numéro permet de joindre l'astreinte technique : 04 75 89 96 96



## La relève

Une fois par an, les agents d'exploitation procèdent à la relève des compteurs. Cette opération est nécessaire pour mesurer la consommation réelle des abonnés et, par la suite, établir la facture.

En 2018, celle-ci s'est déroulée de septembre à novembre. Ce sont près de **21 300 compteurs** qui ont été relevés sur les 44 communes adhérentes à la compétence "distribution" et **2 500 compteurs** non relevés dus, principalement, à l'emplacement de l'équipement à l'intérieur des résidences. Toutefois, les index non relevés par les agents ont, en partie, été communiqués par les abonnés eux-mêmes.

A cette période, les agents contrôlent et veillent aussi au bon fonctionnement des équipements individuels.

# Bienvenue

## sur votre espace abonné

En complément de la mise en place du logiciel de facturation, il était indispensable de créer un espace privé et consultable à tout moment. Ce fut le cas, courant juin 2018, lorsque le portail abonnés a vu le jour.

L'abonné peut désormais :

- Ouvrir ou résilier son contrat
- Consulter un ou plusieurs contrats avec les mêmes identifiants de connexion
- S'informer sur l'état de son abonnement et les relevés de compteurs
- Consulter et payer ses factures en ligne
- Faire une demande particulière au service
- Signaler un problème.

## Un controle continu

Une fois connecté, l'abonné peut gérer simplement son/ses abonnements et suivre sa/ses consommations réelles. Ce service permet aussi de suivre l'évolution de la facture et l'échéancier pour les abonnés mensualisés.

De plus, le syndicat met à disposition les règlements des services et les bilans sur la qualité de l'eau, rubrique "Documents téléchargeables".

## Les règlements en ligne

Via l'espace personnalisé, les abonnés peuvent régler leur facture en ligne via le service de l'Etat 'Titre Payable par Internet' (TIPI). Ce service a représenté **1 471 règlements** en ligne pour la période de juillet à décembre 2018.





## Les alertes sms et mail

Pour développer la proximité avec les abonnés, et surtout créer des alertes "coupure d'eau", le SEBA a opté pour les envois sms et courriel. Cette option a généré, pour l'année 2018 :

**848**

**sms**

uniquement  
d'avertissement  
de coupure d'eau

**5 438**

**courriels**

dont :

- 3 750 avis de coupure d'eau
- 1 120 relances de facture
- 568 envois divers

# Les tarifs

## 2018

Les tarifs de distribution d'eau et de traitement des eaux usées sont fixés par le syndicat en fonction des conditions d'exercice et de pérennité des compétences. Le tarif prend en compte tous les paramètres, à savoir : le fonctionnement courant, l'investissement et l'exploitation des services.

Le tarif est voté chaque année par le comité syndical et est identique pour toutes les communes adhérentes aux compétences "production et distribution", "assainissement collectif" et "non collectif". Ainsi, le prix de l'eau et de l'assainissement collectif, en 2018, s'élevait à :

**3.24**

€ TTC par m<sup>3</sup>  
eau potable

**2.70**

€ TTC par m<sup>3</sup>  
assainissement collectif

Pour les usagers en assainissement autonome :

**167.16**

€ TTC pour un  
examen préalable de la  
conception

**222.87**

€ TTC pour  
un contrôle dans le cadre  
d'une mutation foncière

## Une légère baisse pour 2019

Cette année, les élus ont fait le choix de ne pas appliquer l'inflation INSEE 2018, à savoir 2.2% qui aurait fixé le prix du m<sup>3</sup> eau et assainissement à 6.06 € TTC. Profitant de la baisse des redevances Agence de l'Eau, l'année 2019 sera donc une année de baisse, ramenant ainsi le tarif au m<sup>3</sup> à 5.86€ TTC, soit une diminution de 8 centimes d'€ par rapport à 2018.



## Solidarité sociale pour l'eau

Dès 2015, le SEBA a souhaité intégrer la notion de solidarité à l'égard des plus démunis, pour faciliter le paiement des factures et améliorer le reste à vivre des ménages en difficultés. En collaboration avec les services sociaux du Département de l'Ardèche, la collectivité a mis en place une solidarité sociale pour l'eau sur critères sociaux.

En 2018, le SEBA a contribué à hauteur de **17 586 € HT** au Fonds Unique Logement (FUL) de l'Ardèche et aux abandons de créance.

Ce dispositif social pour l'eau ne doit pas encourager une surconsommation. Il apporte une aide économique au paiement de la facture d'eau pour une consommation raisonnée.



# Le SEBA, un acteur de développement du territoire



# Axes stratégiques

Axes stratégiques			
Objectifs de services déjà définis	Axe A : Pérenniser un service public de qualité	Axe B : Rendre compte, informer, savoir expliquer	Axe C : Le SEBA : un acteur de développement du territoire
	• Une gestion patrimoniale des infrastructures : - Etat des lieux et complétude des données - Expertise et critères de décision (investissements) - Rendement des réseaux	• Connaissance de l'efficacité et l'efficience de l'activité des services • L'usager au cœur des préoccupations	• Accompagner le développement et l'aménagement du territoire • Appui des autorités gestionnaires du développement urbanistique et économique
	• Le SEBA, employeur durable : - La qualité de vie au travail - Le management - L'établissement de tableaux de bord		• Préserver la santé publique et l'environnement : - Un secteur très réglementé - L'impact sur les usages partagés - La gestion de la ressource - La transition écologique
Objectifs 2019	• Formation des N+1 à l'évaluation des agents et à la QVT	• Recueil des données de la connaissance • Etablissement de tableaux de bords, indicateurs de suivi, synthèses et analyses • Établir les conditions de diffusion, d'information, d'implication des représentants du SEBA	• Réduction de l'empreinte écologique du SEBA
	• Entretien annuel des agents • Sécurité au travail (taux de fréquence des AT)	• Création d'un tableau de bord élaboré avec les élus et les services • Prise en main de plusieurs outils informatiques « métiers »	• Gestion des déchets de la collectivité. Formalisation et déploiement de la politique de tri sélectif





### 3 axes stratégiques de développement

Durnat l'année 2019, tous les acteurs du SEBA, élus, commissions et services, ont élaboré un document à portée stratégique pour le syndicat et ses régies d'exploitation.

Celui-ci exprime 3 axes principaux, qui vont au-delà des obligations découlant des compétences exercées par le syndicat et qu'il doit assumer dans le souci permanent des valeurs fondamentales d'un service public.

Les axes stratégiques et leurs premières déclinaisons en objectifs de services sont rapportés dans le tableau de la page ci-contre.

# Un réseau de collectivités

Par sa prise de compétences liée à la mise en place des régies, le SEBA a choisi d'adhérer au réseau de collectivités et d'opérateurs publics (régies et SPL) nommé **France Eau Publique (FEP)**, réuni au sein de la **Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)**, dont la vocation est de promouvoir la gestion publique de l'eau et de développer la mutualisation entre opérateurs publics.

Le réseau FEP, c'est :

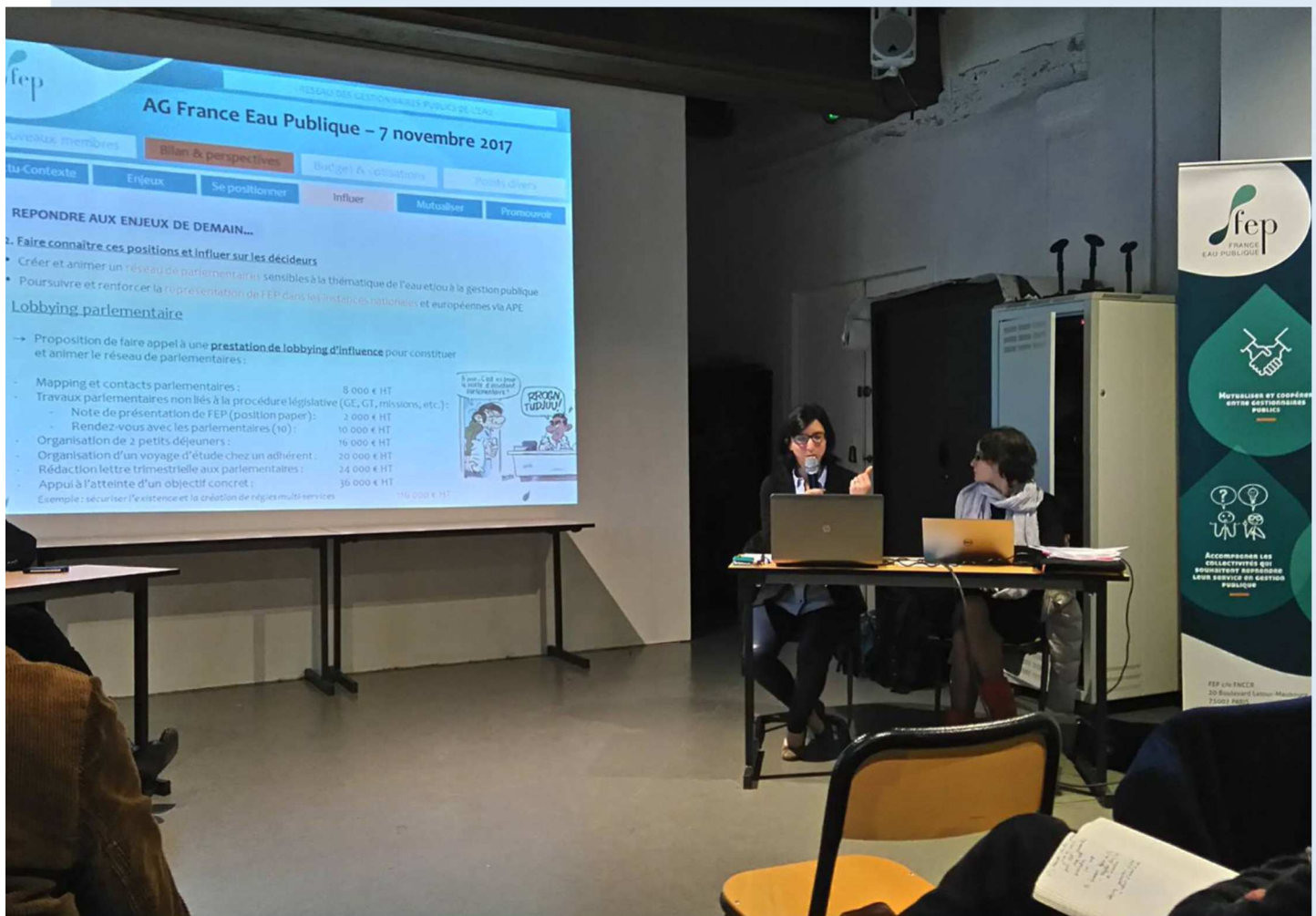
- Des groupes de travail pour renforcer les synergies : Ressources humaines, Gestion des abonnés, Communication, Achats, Agences comptables internes...
- Des outils mutualisés : achat groupé de compteurs d'eau (partenariat UGAP), trames et échanges de supports...
- Des ressources et un appui juridique : kit de la gestion publique...

Créé en 2012 autour de quelques pionniers, FEP regroupe aujourd'hui 84 collectivités desservant plus de 11,5 millions d'habitants.

## Des valeurs communes



Graphique FEP



## Un réseau d'échanges

Plusieurs fois par an, les acteurs de la gestion publique se réunissent autour de trois thèmes principaux :

- Développer les synergies et les bonnes pratiques entre opérateurs publics, et progresser ensemble
- Accompagner les entités publiques émergentes
- Promouvoir la gestion publique et ses valeurs

En participant à la mutualisation des valeurs de la gestion publique, le SEBA bénéficie d'un réseau efficace d'échanges pour un service public performant, transparent et durable.



# Recettes & Dépenses principales

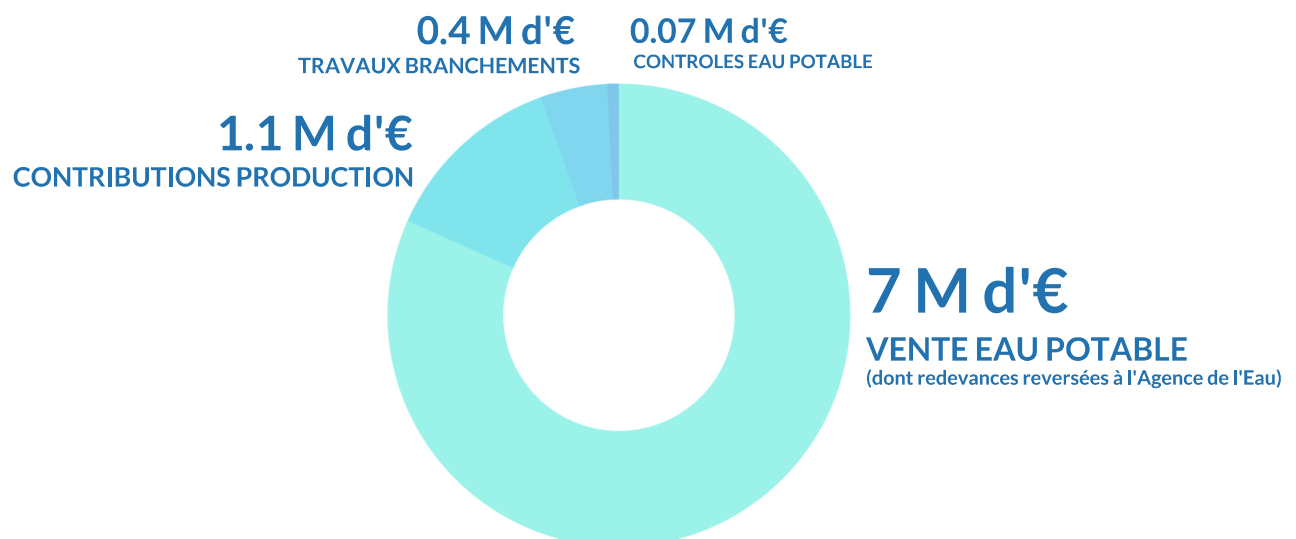


# Recettes & Dépenses principales

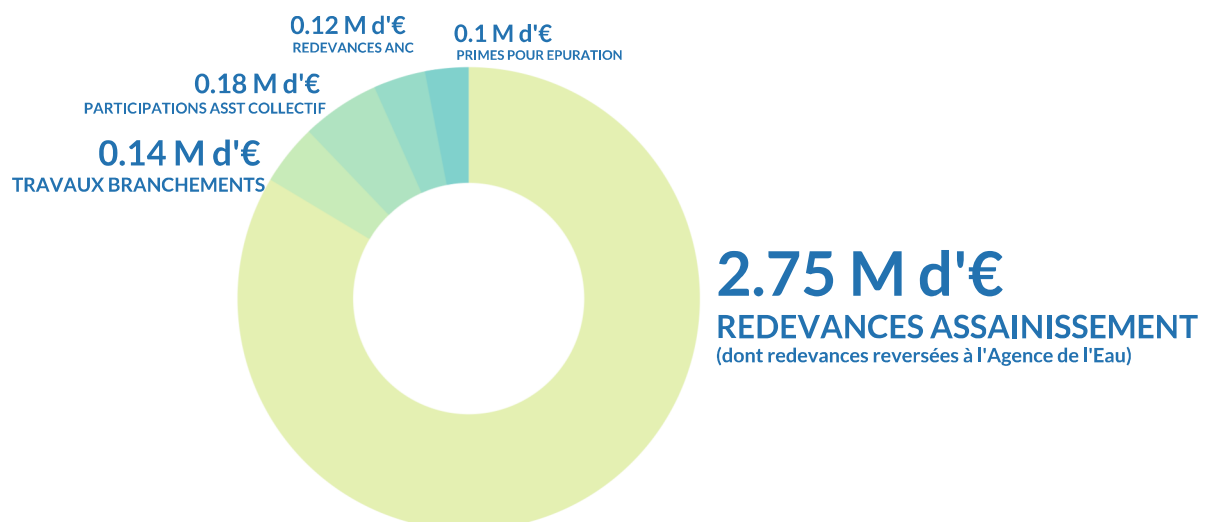
Le budget du SEBA se détermine par des recettes et des dépenses réparties dans 3 budgets : budget général, budget eau potable, budget assainissement. L'équilibre budgétaire est indispensable, notamment pour maintenir les programmes d'investissement, le remboursement des emprunts et les charges du SEBA (charges du personnel, stocks, etc...).

En 2018, les recettes et dépenses principales représentaient :

## Recettes eau potable



## Recettes assainissement

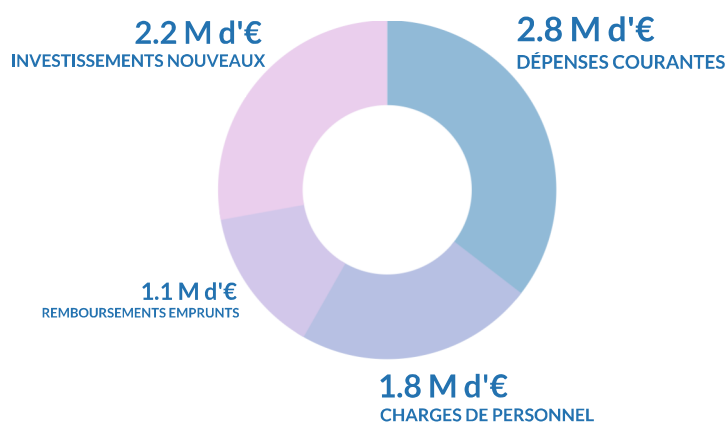




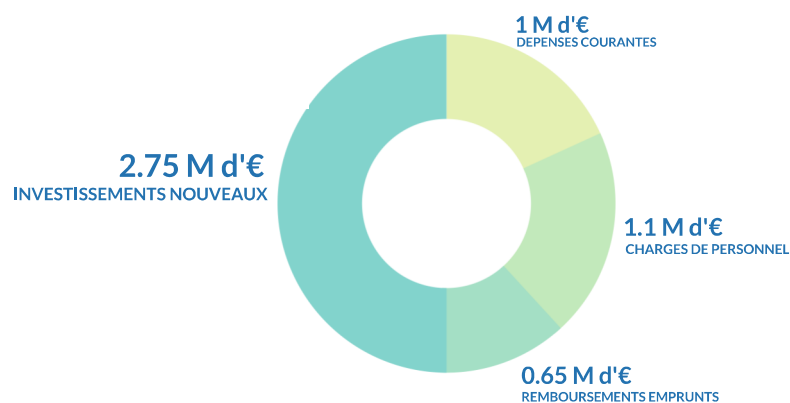


## Dépenses eau potable & assainissement

### Dépenses eau potable



### Dépenses assainissement



Envoyé en préfecture le 08/10/2019

Reçu en préfecture le 08/10/2019

Affiché le



ID : 007-250700267-20190930-2019CS090036-DE



## Suivez nous sur les réseaux sociaux

